



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2020-03 - Séance du 19 février 2020

ACTES

4. Fonction publique

4.4 Autres catégories de personnels

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le dix-neuf février à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 13 février 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 février 2020.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, DESTAILLATS Aline pour CONTENSEAU Carole, SOULIER Alain pour MARTY Philippe, MONIN Séverine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MAZOLLIER Elisabeth.

Absents : SIMAR Morgan et FOUREL Sylvain.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM 2020-03 – RESSOURCES HUMAINES : REGLEMENT DE FORMATION DES AGENTS

Sur le rapport de Monsieur François RODENAS, conseiller municipal :

VU le Code général des collectivités territoriales

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n°84-53 du 23 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;

VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU la loi 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi ;

VU la loi 2016-1088 du 08 août 2016, loi dite « du travail », relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

VU le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret 2015-1385 du 29/10/15 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;

VU le décret 2017-928 du 06/05/17 relatif à la mise en œuvre du CPA dans la fonction publique et la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU le décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 relatif à la mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience.

VU la circulaire du 10/05/17 relative aux modalités de mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité dans la fonction publique.

VU l'avis du comité technique du 07/02/2020

CONSIDÉRANT la nécessité d'informer les agents sur le contenu des différents textes de loi relatifs à la formation, mais aussi d'apporter des réponses légales déclinées au sein de la commune de Baillargues

CONSIDÉRANT qu'un règlement de formation est un document qui fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale,

CONSIDÉRANT que l'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de la hiérarchie et de l'administration, garante du bon fonctionnement du service, sachant que l'agent doit être acteur de son parcours de formation, tout au long de sa carrière,

CONSIDÉRANT que la formation professionnelle doit favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification existants, permettre l'adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial, contribuer à l'intégration des agents et à leur promotion sociale. Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois,

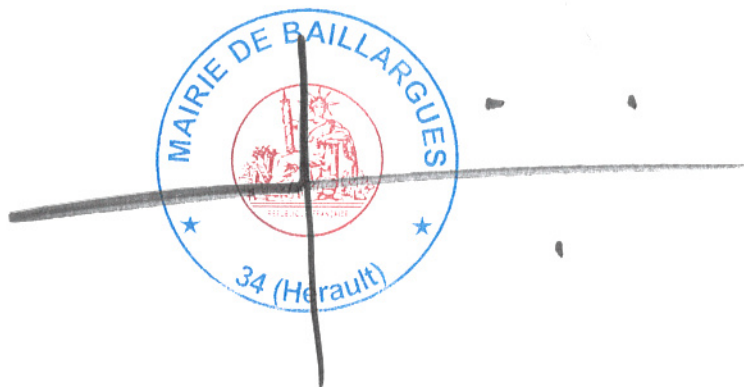
Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'établir un règlement de formation qui fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale,
- D'informer ainsi les agents sur les dispositifs existants dans un document unique,
- D'organiser les départs en formation, qui relèvent de la responsabilité de la hiérarchie et de l'administration, garante du bon fonctionnement du service, tout en sachant que l'agent doit être acteur de son parcours de formation, tout au long de sa carrière.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur François RODENAS et après en avoir délibéré à l'unanimité, **APPROUVE** le règlement de formation des agents tel que présenté et annexé à la présente délibération et **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tout document relatif aux différents dispositifs de formation ainsi que les conventions.

Pour extrait conforme,
Le 25 février 2020,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréfournement citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020

Reçu en préfecture le 04/03/2020

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20200225-DLM2020_3-DE

